

# Le Pôle d'équilibre territorial et rural défend le Scot du Pays d'Arles

Trois petits points à l'ordre du jour, hier matin, au conseil syndical du PETR (Pôle d'équilibre territorial et rural) du Pays d'Arles. Dans une des salles de l'enclos Saint-Césaire, les élus ont rapidement évoqué le rapport d'orientation budgétaire, puis la mise à jour du Plan climat air énergie territorial (PCAET) et la labellisation "cit'ergie". Mais c'est sur le premier point qu'ils se sont quelque peu attardés. L'idée étant d'envoyer un courrier à Stéphane Coppey, président de France nature environnement des Bouches-du-Rhône, après la diffusion, auprès des membres de la CDPENAF (Commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers), d'un document intitulé "Terres agricoles en danger : Répertoire des zones menacées dans les Bouches-du-Rhône", dans lequel le Scot du Pays d'Arles et cinq communes du territoire (Arles, Saint-Rémy, Saint-Martin, Châteaurenard, et Barbentane) sont pointés du doigt.

Le PETR, justement, veut apporter des éléments de réponse, alors que son Scot, opérationnel, est soumis à un recours devant le tribunal administratif, porté



Les élus se sont retrouvés pour une courte séance, hier matin, à l'Enclos Saint-Césaire.

/ PHOTO CH.V.

d'ailleurs par France nature environnement pour un collectif de six associations locales. "De toute façon, ce monsieur est contre toute consommation de terres agricoles, il y a un refus systématique et il ne cherche pas à comprendre si c'est pour du développement économique. Pourtant, nous sommes très vigilants sur ce sujet, mais il faut avoir la possibilité de développer notre commune, avance Max Gilles, maire d'Eyragues. Il faut contes-

ter cette analyse, se faire appuyer par l'union des maires pour se faire entendre par le préfet."

"Saint-Rémy est épinglée, mais c'est une photo à l'instant T, on ne tient pas compte de ce qui s'est passé avant, relève Hervé Chérubini, maire de la commune. Notre PLU a supprimé une centaine d'hectares de terres constructibles. Là, on veut en déclasser 6 à la demande de l'État d'ailleurs pour faire entre autres une aire d'accueil des gens du

voyage. C'est un peu raide, il faut avoir une vision globale des choses." Le courrier envoyé à Stéphane Coppey propose une rencontre, "pour partager nos expertises, pour trouver les meilleurs espaces de projet et développer ensemble les conditions d'un développement efficient répondant aux exigences de préservation des terres agricoles et naturelles", indique le PETR. Reste à savoir si France nature environnement saisira la main tendue. **Ch.V.**